

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES, À PARIS LE 3 SEPTEMBRE 2013.

3 SEPTEMBER 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président de la République fédérale d'Allemagne,

Madame,

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs qui représentez la richesse de l'amitié entre la France et l'Allemagne,

C'est un moment rare, Monsieur le Président, que de recevoir le chef de l'Etat d'un pays ami, l'Allemagne, à l'occasion d'une visite d'Etat.

C'est la cinquième fois seulement, depuis 1947, et c'est la première depuis 1996 - 17 ans. Il s'agissait alors du Président HERZOG et vous faisiez partie de la délégation, peut-être pour repérer les lieux.

Vous allez séjourner trois jours et trois nuits dans notre pays. Votre déplacement s'inscrit dans le cadre de la commémoration du cinquantième du Traité de l'Élysée. Nous avons célébré, vous et moi, avec les chefs de gouvernement respectifs, Jean-Marc AYRAULT pour la France, Angela MERKEL c'était à Berlin cet acte fondamental qui avait été posé par Konrad ADENAUER et Charles DE GAULLE.

C'était le choix de deux pays, de deux hommes, et il était d'une audace exceptionnelle, vingt ans après le déchirement, vingt ans après la barbarie, vingt ans après la division. Ces deux hommes ont permis que le passé ne hante plus l'avenir.

Aujourd'hui, la France accueille le Président d'un grand pays, qui a réussi son unité sans remettre en cause son engagement européen et qui assume les responsabilités politiques que ses résultats économiques justifient.

Mais la France reçoit avec vous, Monsieur GAUCK, un démocrate exigeant. Vous avez montré dans votre vie militante à l'Est dans les années sombres. Mais vous avez aussi démontré après la réunification lorsque vous avez exercé la lourde charge de gérer les archives de la Stasi pour faire la lumière sur les responsabilités.

Vous avez la conviction que la reconnaissance de la liberté individuelle est la source de la dignité de l'homme. Vous avez cette expression : « on a toujours le choix ». C'est ce que vous disiez encore en vous inclinant devant la mémoire des conjurés du 20 juillet 1944.

Oui, on a toujours le choix d'être de ce côté-ci ou de ce côté-là. Toujours le choix de se taire ou de parler. Le choix de l'oubli ou de la mémoire, le choix de la rancune ou du pardon, le choix d'agir ou de laisser faire.

C'est encore le cas aujourd'hui devant les tragédies. Nous avons le choix et je pense à la Syrie.

Demain, Monsieur le Président, vous irez déposer une couronne sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, en hommage à toutes les victimes de la première guerre mondiale : deux millions d'Allemands, plus d'un million et demi de Français, ayant laissé la vie.

Puis, nous nous rendrons à Oradour-sur-Glane. Ce sera la première fois qu'un chef d'Etat allemand, et même qu'une haute personnalité allemande, participera à l'évocation de ce massacre.

Ce sera un moment douloureux qui neffacera rien car le souvenir doit être transmis, toujours, et à toutes les générations pour que ce souvenir devienne l'histoire. Ce sera le symbole que seule la vérité réconcilie et que cette vérité doit être prononcée, affirmée, reconnue, enseignée. Le devoir de mémoire, loin d'affaiblir notre amitié va encore la renforcer. C'est le sens de votre geste dans ce lieu où la désolation et le malheur ont été figés pour l'éternité.

C'est l'amitié entre l'Allemagne et la France, au-delà de ces malheurs, qui a permis de construire l'Europe, de bâtir cet espace de paix, de droit et de liberté qui est un exemple pour le monde, qui doit rester une référence pour le monde.

Cette construction européenne, nous en connaissons les étapes. Choix de mettre en commun nos

ressources du charbon, de l'acier, puis de faire le marché commun, de réussir la libre circulation des personnes, d'accomplir les élargissements qui ont unifié le continent tandis que la démocratie s'y ancrerait. Et enfin, la monnaie unique.

D'autres rendez-vous nous attendent car nous devons aussi réussir la convergence de nos économies, définir des règles fiscales, sociales, et porter une politique étrangère commune. Nous en avons besoin, surtout en cette période.

L'histoire de l'Europe, c'est bien celle d'une construction, c'est-à-dire avec ce que cela suppose d'imagination, de obstination et de persévérance. Dans ce mouvement, nos deux pays, France et Allemagne, ont une responsabilité particulière. Celle de donner un avenir à notre jeunesse.

Nous avons fêté il y a deux mois, les 50 ans de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. 8 millions de jeunes qui ne sont plus aujourd'hui très jeunes, ont bénéficié depuis la création de cet Office de son soutien. De nouvelles initiatives doivent être lancées pour améliorer la formation des jeunes, pour multiplier les échanges et pour lutter contre le chômage.

Notre responsabilité, c'est aussi de retrouver la croissance, de relever les défis technologiques, de réussir la transition énergétique. Mais notre responsabilité, c'est surtout de donner un destin à l'Europe. Monsieur le Président, l'amitié entre la France et l'Allemagne atteste qu'il n'y a pas de fatalité. Que des pays qui se sont fait autant la guerre peuvent, depuis maintenant si longtemps se faire la paix, créer ensemble. Car rien n'est irréversible. Tout est à la portée de la volonté humaine. Et l'avenir dépend des responsables du présent.

L'Allemagne est en campagne électorale, je ne vous apprends rien, je vous assure de ma volonté de travailler dans le meilleur esprit avec les dirigeants que les citoyens allemands choisiront. Car je suis conscient de l'ampleur de la tâche qui nous attend.

C'est à cette volonté de poursuivre l'idéal européen et de rappeler la force de la relation qui nous unit que je veux à cet instant lever mon verre, à l'Allemagne, à la France et à l'amitié entre nos deux pays.